



Assemblée générale

Distr. générale
7 septembre 2016
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Comité consultatif

Dix-septième session

8-12 août 2016

Point 4 de l'ordre du jour

Rapport du Comité consultatif sur sa dix-septième session

Rapport du Comité consultatif sur sa dix-septième session*

Rapporteuse : Carla **Hananía de Varela**

* Les annexes II à IV au présent rapport sont distribuées dans la langue originale seulement.

GE.16-15526 (F) 241116 291116



* 1 6 1 5 5 2 6 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mesures prises par le Comité consultatif à sa dix-septième session.....	3
II. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	6
A. Ouverture et durée de la session	6
B. Composition du Comité consultatif	7
C. Participants	7
D. Séances et documentation	7
E. Adoption de l'ordre du jour	7
F. Organisation des travaux	7
III. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme	8
IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011.....	10
A. Examen des méthodes de travail.....	10
B. Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités	10
C. Désignation des membres du Groupe de travail des communications.....	11
V. Rapport du Comité consultatif sur sa dix-septième session	11
Annexes	
I. Ordre du jour	12
II. List of speakers	13
III. Documents issued for the seventeenth session of the Advisory Committee	15
IV. Research proposals	16

I. Mesures prises par le Comité consultatif à sa dix-septième session

17.1. Enfants et adolescents migrants non accompagnés et droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 29/12 du Conseil des droits de l'homme du 2 juillet 2015, par laquelle le Conseil a demandé au Comité consultatif de consacrer une étude fondée sur les travaux de recherche à la problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme, dans laquelle il déterminerait dans quelles zones, pour quelles raisons et dans quels cas cette problématique se manifeste dans le monde et les circonstances dans lesquelles les droits de l'homme sont menacés et violés, et ferait des recommandations en faveur de la protection des droits de l'homme de ce groupe de population, pour soumission au Conseil des droits de l'homme aux fins d'examen à sa trente-troisième session,

Rappelant également qu'à sa quinzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction, actuellement composé de M. Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi, M. Mario Luis Coriolano, M^{me} Laura-Maria Crăciunean-Tatu, M^{me} Hoda Elsadda, M^{me} Carla Hananía de Varela (Rapporteuse), M. Obiora Chinedu Okafor, M^{me} Katharina Pabel, M^{me} Anantonia Reyes Prado (Présidente) et M. Changrok Soh,

Rappelant en outre qu'à sa seizième session, le Comité consultatif, dans sa mesure 16/2, a recommandé au Conseil des droits de l'homme de prolonger le délai prévu pour permettre une meilleure documentation du travail, notamment en prenant en considération les travaux du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et du Comité des droits de l'enfant, et de prier en conséquence le Comité consultatif de soumettre un rapport intermédiaire au Conseil à sa trente-troisième session et un rapport final à sa trente-sixième session,

Rappelant qu'il est nécessaire, aux fins de l'établissement du rapport, d'améliorer la communication, la coordination et la collaboration avec le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Comité des droits de l'enfant et le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, dans un souci de cohérence et de renforcement des synergies,

1. *Prend note* du rapport intermédiaire soumis par le Comité consultatif au Conseil des droits de l'homme pour examen à sa trente-troisième session¹ ;

2. *Décide* d'adresser une lettre officielle au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, au Comité des droits de l'enfant et au Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, pour les inviter à renforcer encore la coordination ;

3. *Prie* le groupe de rédaction de présenter son projet de rapport final au Comité consultatif à sa dix-huitième session, en tenant compte des débats tenus par le Comité à sa session en cours, en vue de soumettre le rapport final au Conseil à sa trente-sixième session.

9^e séance
12 août 2016

[Adoptée sans vote.]

¹ A/HRC/33/53.

17.2. Élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 29/5 du Conseil des droits de l'homme du 2 juillet 2015, dans laquelle le Conseil a demandé au Comité consultatif, dans la limite des ressources disponibles, de mener une étude qui passe en revue l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, ainsi que les obstacles qui s'y opposent, et de lui soumettre, à sa trente-cinquième session, un rapport dans lequel figureraient des propositions pratiques pour diffuser plus largement et appliquer plus efficacement les principes et directives afin d'éliminer la discrimination et la stigmatisation associées à la lèpre et de promouvoir, protéger et respecter les droits de l'homme des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille,

Rappelant également qu'à sa quinzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction, actuellement composé de M^{me} Laurence Boisson de Chazournes, M. Mario Luis Coriolano, M^{me} Laura-Maria Crăciunean-Tatu, M. Kaoru Obata (Président), M. Obiora Chinedu Okafor, M. Changrok Soh, M. Ahmer Bilal Soofi, M. Imeru Tamrat Yigezu (Rapporteur) et M. Yishan Zhang,

Rappelant en outre qu'à sa seizième session, le Comité consultatif a pris note du rapport préliminaire sur l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille présenté par le groupe de rédaction au Comité consultatif,

1. *Prend note* du rapport intermédiaire sur l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille présenté par le groupe de rédaction au Comité consultatif à sa dix-septième session² ;

2. *Demande* au groupe de rédaction de présenter son projet de rapport final au Comité consultatif à sa dix-huitième session, en tenant compte des débats tenus par le Comité à sa dix-septième session, en vue de soumettre le rapport final au Conseil à sa trente-cinquième session.

9^e séance
12 août 2016

[Adoptée sans vote.]

17.3. Effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 31/22 du Conseil des droits de l'homme du 24 mars 2016, dans laquelle le Conseil lui a demandé de mener une étude complète, fondée sur des travaux de recherche, sur les incidences des flux de fonds d'origine illicite et du non-rapatriement de ces fonds dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme, notamment des droits économiques, sociaux et culturels, en accordant une attention particulière au droit au développement, afin de recenser les meilleures pratiques et les principaux problèmes, de formuler des recommandations sur la manière de résoudre ces

² A/HRC/AC/17/CRP.1.

problèmes en s'appuyant sur les meilleures pratiques en question, et de lui présenter un rapport intérimaire sur l'étude demandée, pour examen, à sa trente-sixième session,

Rappelant également que le Conseil des droits de l'homme lui a en outre demandé de solliciter, le cas échéant, les avis et les contributions des États Membres, des organisations internationales et régionales compétentes, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernés, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales afin de finaliser l'étude mentionnée plus haut, en tenant compte notamment de l'étude finale sur les flux financiers illicites, les droits de l'homme et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels,

1. *Désigne* comme membres du groupe de rédaction les membres du Comité consultatif suivants : M. Coriolano, M. Lebedev, M. Okafor, M. Soofi et M. Ziegler ;
2. *Note* que le groupe de rédaction a élu M. Soofi Président ainsi que M. Okafor et M. Ziegler Corapporteurs ;
3. *Note également* que le groupe de rédaction et le Comité consultatif en formation plénière ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen ;
4. *Salue* l'active participation aux débats d'experts extérieurs et l'échange de vues très riche qui a eu lieu, et note que les débats ont apporté de précieuses contributions qui seront utiles aux travaux du groupe de rédaction ;
5. *Demande* au groupe de rédaction de lui présenter un projet de rapport intérimaire à sa dix-huitième session, avant de le soumettre au Conseil à sa trente-sixième session, en tenant compte des réponses au questionnaire distribué à l'issue du débat tenu à sa session en cours ;
6. *Encourage* les différentes parties prenantes à contribuer aux travaux en cours.

9^e séance
12 août 2016

[Adoptée sans vote.]

17.4. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la décision 32/115 du Conseil des droits de l'homme du 30 juin 2016 dans laquelle le Conseil a prié le Comité consultatif d'élaborer un rapport sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, en particulier sur les progrès accomplis dans la mise en place d'arrangements régionaux et sous-régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, et les résultats obtenus dans ce domaine dans toutes les régions du monde, ainsi que sur le rôle joué par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et celui qu'il pourrait jouer à l'avenir dans le développement de la coopération entre mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme, et de déterminer les moyens de donner une plus grande place aux arrangements régionaux dans la promotion et la protection des droits de l'homme et de renforcer les normes universelles relatives aux droits de l'homme, notamment celles

figurant dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et de soumettre ce rapport au Conseil des droits de l'homme avant sa trente-neuvième session,

Rappelant également que le Conseil des droits de l'homme a encouragé le Comité consultatif à prendre en considération, lors de l'élaboration du rapport susmentionné, les vues des États Membres, selon qu'il conviendra, des organisations internationales et régionales compétentes, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales, ainsi que d'autres parties prenantes concernées,

1. *Désigne* comme membres du groupe de rédaction les membres du Comité consultatif suivants : M. Mohamed Bennani, M^{me} Laurence Boisson de Chazournes, M. Mario Luis Coriolano, M^{me} Carla Hananía de Varela, M. Mikhail Lebedev, M. Kaoru Obata, M^{me} Katharina Pabel, M^{me} Anantonia Reyes Prado, M. Changrok Soh et M. Imeru Tamrat Yigezu ;

2. *Note* que le groupe de rédaction a élu M^{me} Pabel Présidente et M. Soh Rapporteur ;

3. *Note également* que le groupe de rédaction et le Comité consultatif en formation plénière ont tenu des réunions pour s'entretenir de la question à l'examen ;

4. *Salue* l'active participation aux débats d'experts extérieurs ainsi que l'échange de vues très riche qui a eu lieu, et constate que les débats ont apporté de précieuses contributions qui seront utiles aux travaux du groupe de rédaction ;

5. *Demande* au groupe de rédaction de soumettre un rapport préliminaire au Comité consultatif à sa dix-huitième session, en tenant compte des réponses au questionnaire distribué à l'issue du débat tenu par le Comité à sa dix-septième session, en vue de soumettre un rapport final au Conseil des droits de l'homme à sa trente-neuvième session ;

6. *Encourage* les diverses parties prenantes à participer aux travaux en cours.

9^e séance
12 août 2016

[Adoptée sans vote.]

II. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, créé en application de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme du 18 juin 2007, a tenu sa dix-septième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 8 au 12 août 2016. La session a été ouverte par le Président, Ahmer Bilal Soofi.

2. Le Vice-Président du Conseil, Janis Karklins, s'est adressé au Comité consultatif à sa 1^{re} séance, le 8 août 2016.

3. À la même séance, le Chef du Service du Conseil des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a fait une déclaration au nom du Haut-Commissaire.

4. À la même séance également, les participants ont observé une minute de silence en hommage aux victimes de violations des droits de l'homme partout dans le monde.

B. Composition du Comité consultatif

5. Le Comité consultatif se compose des personnes dont le nom suit³ : Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi (Arabie saoudite, 2018) ; Mohamed Bennani (Maroc, 2017) ; Laurence Boisson de Chazournes (France, 2017) ; Mario Luis Coriolano (Argentine, 2018) ; Laura-Maria Crăciunean-Tatu (Roumanie, 2017) ; Hoda Elsadda (Égypte, 2016) ; Carla Hananía de Varela (El Salvador, 2016) ; Mikhail Lebedev (Fédération de Russie, 2016) ; Alfred Ntunduguru Karokora (Ouganda, 2016) ; Kaoru Obata (Japon, 2016) ; Obiora Chinedu Okafor (Nigéria, 2017) ; Katharina Pabel (Autriche, 2018) ; Anantonia Reyes Prado (Guatemala, 2017) ; Changrok Soh (République de Corée, 2017) ; Ahmer Bilal Soofi (Pakistan, 2017) ; Imeru Tamrat Yigezu (Éthiopie, 2018) ; Yishan Zhang (Chine, 2016) ; et Jean Ziegler (Suisse, 2016).

C. Participants

6. Ont participé à la session les membres du Comité consultatif et des observateurs d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales, ainsi que des universitaires proches du Comité.

D. Séances et documentation

7. À sa dix-septième session, le Comité consultatif a tenu neuf séances plénières et huit séances privées. Les groupes de rédaction ont tenu des séances privées sur les enfants et adolescents migrants non accompagnés, l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre, les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme et les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Le Comité consultatif a également tenu des séances privées avec des représentants d'organisations non gouvernementales, le Bureau du Conseil des droits de l'homme, des coordonnateurs régionaux, des coordonnateurs de groupes politiques, et des universitaires proches du Comité assistant à la session.

E. Adoption de l'ordre du jour

8. À sa 1^{re} séance, le 8 août 2016, le Comité consultatif a adopté son ordre du jour tel que révisé (voir annexe I).

F. Organisation des travaux

9. À la même séance, le Comité consultatif a adopté le projet de programme de travail élaboré par le secrétariat.

³ L'année indiquée entre parenthèses est l'année d'expiration du mandat du membre concerné (la date d'échéance est le 30 septembre).

III. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme

Demandes actuellement examinées par le Comité

1. Enfants et adolescents migrants non accompagnés et droits de l'homme

10. À ses 1^{re} et 2^e séances, le 8 août 2016, le Comité consultatif, en application de la résolution 29/12 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur la problématique des enfants et adolescents migrants non accompagnés. La Présidente du groupe de rédaction, M^{me} Anantonia Reyes Prado, et la Rapporteuse, M^{me} Carla Hananía de Varela, ont présenté le rapport intermédiaire soumis par le Comité au Conseil des droits de l'homme pour examen à sa trente-troisième session (A/HRC/33/53). Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et des observateurs d'États (voir annexe II). La Rapporteuse du groupe de rédaction a fait des observations pour conclure le débat.

11. À la 9^e séance, le 12 août 2016, la Présidente du Groupe de rédaction sur les enfants et adolescents migrants non accompagnés a présenté un projet de texte (A/HRC/AC/17/L.1), qui avait pour auteurs l'ensemble des membres du Comité consultatif. Le Comité a adopté le projet de texte tel que modifié oralement sans le mettre aux voix (le texte adopté est reproduit ci-dessus, au chapitre I, décision 17/1).

2. Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille

12. À sa 3^e séance, le 9 août 2016, le Comité consultatif, en application de la résolution 29/5 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur l'élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille. Le Rapporteur du groupe de rédaction, M. Yigezu, et le Président, M. Obata, ont présenté le rapport intermédiaire sur l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, rapport qui doit être soumis au Conseil des droits de l'homme à sa trente-cinquième session. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif, des observateurs d'États et un observateur d'une organisation non gouvernementale (voir annexe II). Le Rapporteur du groupe de rédaction a fait des observations pour conclure le débat.

13. À la 9^e séance, le Président du groupe de rédaction a présenté un projet de texte (A/HRC/AC/17/L.2), qui avait pour auteurs l'ensemble des membres du Comité consultatif. Le Comité a adopté le projet de texte sans le mettre aux voix (le texte adopté est reproduit ci-dessus, au chapitre I, décision 17/2).

3. Effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme

14. À sa 4^e séance, le 9 août 2016, le Comité consultatif, en application de la résolution 31/22 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme. Trois experts extérieurs – M^{me} Tove Maria Ryding, Responsable des politiques et des activités de sensibilisation relatives à la justice fiscale au Réseau européen sur la dette et le développement, M. Oliver Stolpe, Chef de la Section de l'appui aux conférences du Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et M. Nicholas Lusiani, Directeur du programme sur les droits

de l'homme et la politique économique du Centre pour les droits économiques et sociaux – ont présenté des exposés sur le sujet. Les représentants de la Tunisie et de l'Égypte ont pris la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, en tant que principaux auteurs de la résolution 31/22. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif, un observateur d'États et des observateurs d'organisations non gouvernementales (voir annexe II). Les trois experts ont fait des observations pour conclure le débat.

15. À la 9^e séance, le 12 août 2016, le Président du Comité et le Président du groupe de rédaction sur les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme ont présenté un projet de texte (A/HRC/AC/17/L.3), qui avait pour auteurs l'ensemble des membres du Comité consultatif. Le Comité a adopté le projet de texte sans le mettre aux voix (le texte adopté est reproduit ci-dessus, au chapitre I, décision 17/3).

4. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

16. À sa 5^e séance, le 10 août 2016, le Comité consultatif, en application de la décision 32/115 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Des exposés ont été présentés par M^{me} Felice Gaer, Vice-Présidente du Comité contre la torture, et M. Solomon T. Ebobrah, Professeur de droit à la Niger Delta University (Nigéria) ; la coordinatrice de l'Unité de l'égalité, de la non-discrimination et de la participation du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) ; et le secrétaire de la réunion des présidents des organes conventionnels au HCDH. Le représentant de la Belgique a pris la parole au nom des principaux auteurs de la décision 32/115. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif (voir annexe II). Les experts ont formulé des observations pour conclure le débat.

17. À sa 9^e séance, le 12 août 2016, la Présidente du groupe de rédaction sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, M^{me} Pabel, a présenté un projet de texte (A/HRC/AC/17/L.4), qui avait pour auteurs l'ensemble des membres du Comité consultatif. Le projet de texte a été adopté sans avoir été mis aux voix (le texte adopté est reproduit ci-dessus, au chapitre I, décision 17/4).

5. Activités des fonds rapaces et incidences sur les droits de l'homme

18. À sa 6^e séance, le 10 août 2016, le Comité consultatif, en application de la résolution 27/30 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur les activités des fonds rapaces et leurs incidences sur les droits de l'homme. Le Rapporteur du groupe de rédaction, M. Jean Ziegler, a présenté le rapport intermédiaire soumis au Conseil pour examen à sa trente-troisième session (A/HRC/33/54). Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et des observateurs d'États (voir annexe II).

IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011

A. Examen des méthodes de travail

19. Le 8 août 2016, le Comité consultatif a tenu une séance privée avec trois universitaires – d'Argentine, de France et de Suisse – dont il est proche ; le débat a notamment porté sur la participation des universitaires proches du Comité et la collaboration avec eux.

20. Les 8 et 10 août 2016, le Comité consultatif a également tenu des débats sur ses méthodes de travail dans le cadre de séances privées.

B. Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités

21. À ses 7^e et 8^e séances, le 11 août 2016, le Comité consultatif a consacré un débat à des documents de réflexion et des projets de recherche. Des membres du Comité ont soumis à l'examen de ce dernier les projets de documents de réflexion suivants :

- Destruction du patrimoine culturel et effets sur l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels (présenté par M. Ziegler) ;
- Évaluation de la portée des activités du Comité consultatif et de leur suivi (présenté par M. Obata) ;
- Déplacements dus aux changements climatiques et droits de l'homme (présenté par M. Yigezu) ;
- Accès à la justice : principes et directives (présenté par M. Coriolano) ;
- Budget et droits de l'homme (présenté par M. Coriolano) ;
- Promotion des droits à la culture et au patrimoine social commun (présenté par M. Bennani).

22. À la 7^e séance, M^{me} Prado a également présenté son projet de recherche sur la jeunesse, les droits de l'homme et la cohésion sociale, projet qui avait été soumis au Conseil des droits de l'homme par l'intermédiaire d'une lettre adressée à son Président (voir A/HRC/AC/16/2, annexe III).

23. À sa 8^e séance, le Comité consultatif a décidé de soumettre à nouveau à l'examen du Conseil des droits de l'homme le projet de recherche sur la jeunesse, les droits de l'homme et la cohésion sociale, ainsi qu'un nouveau projet de recherche sur les déplacements dus aux changements climatiques (voir annexe IV).

24. À sa 8^e séance, le Comité consultatif a également décidé de poursuivre l'examen des documents de réflexion restants à sa dix-huitième session, en février 2017.

25. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif, un observateur d'États, des observateurs d'organisations non gouvernementales et un universitaire proche du Comité (voir annexe II).

C. Désignation des membres du Groupe de travail des communications

26. En application des paragraphes 91 et 93 de l'annexe IV à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, le Comité consultatif désignera cinq de ses membres pour constituer le Groupe de travail des communications pour un mandat de trois ans, renouvelable une seule fois. Le mandat d'un membre du Groupe de travail, M. Yishan Zhang, expirant le 30 septembre 2016, le Comité a décidé, à sa 9^e séance, de désigner M. Soh membre du Groupe de travail.

V. Rapport du Comité consultatif sur sa dix-septième session

27. À la 9^e séance, le 12 août 2016, la Rapporteuse du Comité consultatif a présenté le projet de rapport sur la dix-septième session du Comité. Le Comité a adopté le projet de rapport et a chargé la Rapporteuse d'en établir la version définitive.

28. À la même séance, M^{me} Pabel, M. Soh, M^{me} Prado, M^{me} Crăciunean-Tatu, M. Yigezu et M^{me} Elsadda ont prononcé des allocutions de clôture. Après le traditionnel échange de félicitations et de remerciements, le Président a fait quelques remarques finales et a clos la dix-septième session du Comité consultatif.

Annexe I

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme :
 - a) Demandes actuellement examinées par le Comité :
 - i) Intégration d'une perspective de genre ;
 - ii) Promotion d'un ordre international démocratique et équitable ;
 - iii) Intégration de la perspective des personnes handicapées ;
 - iv) Activités des fonds rapaces et incidences sur les droits de l'homme ;
 - v) Enfants et adolescents migrants non accompagnés et droits de l'homme ;
 - vi) Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille ;
 - vii) Effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite sur la jouissance des droits de l'homme ;
 - viii) Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme ;
 - b) Suivi des rapports du Comité soumis au Conseil des droits de l'homme :
 - i) Promotion du droit des peuples à la paix ;
 - ii) Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales ;
 - iii) Coopération technique en vue de prévenir les agressions contre les personnes atteintes d'albinisme.
3. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011 :
 - a) Examen des méthodes de travail ;
 - b) Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles initiatives de recherche et les nouvelles priorités ;
 - c) Désignation des membres du Groupe de travail des communications.
4. Rapport du Comité consultatif sur sa dix-septième session.

Annexe II

[Anglais seulement]

List of speakers

<i>Agenda item</i>		<i>Meeting and date</i>	<i>Speakers</i>
2. Requests addressed to the Advisory Committee stemming from Human Rights Council resolutions			
(a) Requests currently under consideration by the Committee	(v) Unaccompanied migrant children and adolescents and human rights	1st and 2nd meeting 8 August 2016	Members: Laurence Boisson de Chazournes, Mario Luis Coriolano, Carla Hananía de Varela (Rapporteur), Anantonia Reyes Prado (Chair) State observers: Brazil, Cuba, Ecuador, Pakistan, Venezuela (Bolivarian Republic of)
	(vi) Elimination of discrimination against persons affected by leprosy and their family members	3rd meeting 9 August 2016	Members: Laurence Boisson de Chazournes, Kaoru Obata (Chair), Imeru Tamrat Yigezu (Rapporteur) Observer State: Ethiopia Observer non-governmental organization: the International Federation of Anti-Leprosy Associations (ILEP)
	(vii) Negative impact of the non-repatriation of funds of illicit origin on the enjoyment of human rights	4th meeting 9 August 2016	Members: Mario Luis Coriolano, Obiora Chinedu Okafor (Co-rapporteur), Ahmer Bilal Soofi (Chair) Jean Zigler (Co-rapporteur) Observer States: Brazil, Ecuador, Egypt (on behalf of the African group), Tunisia Observer non-governmental organizations: Arab Commission for Human Rights, Iuventum

<i>Agenda item</i>	<i>Meeting and date</i>	<i>Speakers</i>
(viii) Regional arrangements for the promotion and protection of human rights	5th meeting 10 August 2016	Members: Laurence Boisson de Chazournes, Mario Luis Coriolano, Mikhail Lebedev, Kaoru Obata, Obiora Chinedu Okafor, Changrok Soh (Rapporteur) Observer State: Belgium
(iv) Activities of vulture funds and the impact on human rights	6th meeting 10 August 2016	Members: Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi, Mohamed Bennani, Mikhail Lebedev, Obiora Chinedu Okafor, Ahmer Bilal Soofi (Chair), Jean Ziegler (Rapporteur) Observer States: Argentina, Russian Federation
3. Implementation of sections III and IV of the annex to Human Rights Council resolution 5/1 of 18 June 2007 and section III of the annex to Council resolution 16/21 of 25 March 2011		
(b) Agenda and annual programme of work, including new research initiatives and priorities	7th and 8th meetings 11 August 2016	Members: Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi, Mohamed Bennani, Laurence Boisson de Chazournes, Mario Luis Coriolano, Hoda Elsadda, Carla Hananía de Varela, Mikhail Lebedev, Kaoru Obata, Obiora Chinedu Okafor, Katharina Pabel, Anantonia Reyes Prado, Ahmer Bilal Soofi, Imeru Tamrat Yigezu, Jean Ziegler Observer State: Pakistan (also on behalf of the Organization of Islamic Cooperation) Observer non-governmental organizations: Earthjustice, Iuventum, Spanish Society for International Human Rights Law Academic Friend: Leonardo Rodriguez-Perez

Annexe III

[Anglais seulement]

Documents issued for the seventeenth session of the Advisory Committee

Documents issued in the general series

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/17/1	1	Provisional agenda
A/HRC/AC/17/1/Add.1	1	Annotations to the provisional agenda
A/HRC/AC/17/CRP.1	2	Progress report on the implementation of the principles and guidelines for the elimination of discrimination against persons affected by leprosy and their family members

Documents issued in the limited series

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/17/L.1	2	Unaccompanied migrant children and adolescents and human rights
A/HRC/AC/17/L.2	2	Elimination of discrimination against persons affected by leprosy and their family members
A/HRC/AC/17/L.3	2	Negative impact of the non-repatriation of funds of illicit origin on the enjoyment of human rights
A/HRC/AC/17/L.4	2	Regional arrangements for the promotion and protection of human rights

Annexe IV

[Anglais seulement]

Research proposals

A. Youth, human rights and social cohesion

1. In 2015, at the commemoration of the twentieth anniversary of the World Programme of Action for Youth, it was indicated that young people between the ages of 15 and 24 represent 18 per cent of the whole population. It is therefore important to multiply efforts to create development policies and programmes that are specifically aimed at young people in order to guarantee their protection (as they are exposed to situations that slow their development and hamper their schooling) and to promote their right to education. Such policies and programmes should also aim to guarantee to young people access to decent work, thereby lifting them out of poverty and enabling them to have an adequate standard of living, professional integration into the labour market, the right to health (by ensuring access to health services and to information, including on sexual education, AIDS prevention and sexual and reproductive health).

2. In several regions, the policies and programmes mentioned above refer to problems deeply rooted in human rights, especially the rights to education, employment and health.

3. Various international youth meetings have also highlighted situations that deserve special attention, for instance the fact that precarious living conditions and the lack of opportunities generate multiple risks for young people, especially young women, such as those linked with social and institutional violence, with young people in Latin America, Africa and Asia being particularly affected.

4. Young women are especially vulnerable because they are victims of sexual exploitation, trafficking and labour migration. In addition, even though homicide rates are higher among young males, the murders of young women have certain egregious features that do not appear in the statistics, such as sexual violence, physical violence and maltreatment before death.

5. The International Youth Parliament highlighted, as issues of concern, violence and insecurity. According to that organization, the situation of violence in the world prevents young people from developing their skills in a safe environment, which limits their access to education, their ability to complete their studies and their enjoyment of other rights, such as health and recreation. More than 130,000 minors worldwide are affected by armed conflict and other types of violence, for example that emanating from drug trafficking and organized crime. This indicates that young people are constantly exposed to the risk of becoming involved in gangs, which are often linked to criminal networks.

6. Given how widespread violence is, it is crucial that States strengthen the human rights-based approach in their policies, plans and security programmes in order to have a process that is in line with the definition provided by the United Nations Development Programme and that establishes, strengthens and protects democratic civil order. This will eliminate threats of violence among the population and make it possible to safeguard the human rights inherent to the person, especially the rights to life, personal integrity, inviolability of the home and freedom of movement, and in turn prevent crime, ensure access to an effective justice system and to an education system that is based on values, respect for the law and tolerance.

7. In addition, the right of youth to participate, not only in decisions that affect them directly but also in social, political, economic and cultural life, is a right that is increasingly being exercised and claimed in various national and international forums.

8. There are international and regional standards and repeated recommendations of treaty bodies and special procedure mandate holders that remain unimplemented because public policies and the institutions involved (the police, the judiciary and the penitentiary system) have neglected or despised human rights.

9. Ensuring respect, protection and fulfilment of the human rights of youth, defined by the Security Council in its recently adopted resolution 2250 (2015) as people whose age is between 18 and 29 years, and of children, defined in other treaties, such as the Convention on the Rights of the Child, as persons under the age of 18 years, is essential for the development not only of children and youth as human beings but also of humankind. Doing so will also contribute to the achievement of the Sustainable Development Goals.

10. Similarly, ensuring the rights of young men and women will contribute to building the social cohesion that is so desperately needed in order to deal constructively with the lack of opportunities that underlies the social and institutional violence, which, in some regions, claims the precious lives of young people.

11. The proposed study will therefore examine this issue in its multiple aspects but, above all, in consultation and coordination with other agencies and departments of the United Nations system, seeking complementarity with regional human rights mechanisms such as the inter-American system of human rights. The study will thus aim to contribute to the search for concrete actions to promote the human rights of youth, while also ensuring the contribution of youth to human development.

12. The draft timetable for the project is as follows: At its seventeenth session, in August 2016, the Advisory Committee would form the drafting group; at its eighteenth session, in February 2017, it would submit the preliminary report; at its nineteenth session, in August 2017, it would submit the progress report; and at its twentieth session, in February 2018, it would adopt the final report.

B. Climate-induced displacement and human rights

1. Introduction

13. It is to be recalled that the Advisory Committee, at its fourteenth session in February 2015, requested that a reflection paper be prepared on the theme “*Climate-induced displacement and human rights*”, for presentation at its fifteenth session in August 2015 and to be considered as a possible research proposal that could be subsequently submitted to the Human Rights Council. The theme for this reflection paper was initiated by two non-governmental organizations, namely, Displacement Solutions and ARA-JPD, which brought to the attention of the Advisory Committee the important issue of climate-induced displacement and its impact on the enjoyment of human rights by those displaced particularly the vulnerable segments of society that are or may be displaced as a result of climate change.¹

14. The main focus of this reflection paper is on internal displacement (within State borders) that takes place as a result of climate-change induced disasters, and not on cross-

¹ I would like to thank Mr. Scott Leckie, Director and founder of Displacement Solutions, for his very valuable input during the preparation of this reflection paper.

border displacement which is being addressed by another forum.² Although cross-border displacement as a result of climate change is predicted to increase in the future, it is generally agreed that most of those displaced will stay within their own borders as internally displaced and that it will predominantly affect poorer countries and those that are most vulnerable to climate change.³

15. The Intergovernmental Panel on Climate Change defines climate change as "the alteration in the composition of the global atmosphere that is in addition to natural variability over comparable time periods. It has been established that climate change will displace large numbers of people and communities, and that these processes have already begun. Indeed, as early as 1990, the first Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) stated that the greatest single impact of climate change would likely be on human migration as millions are uprooted by shoreline erosion, coastal flooding and agricultural disruption.⁴ In its fourth assessment report of 2007, the IPCC confirms that human-induced climate change is accelerating and that it is already having a severe impact including an increase in certain natural hazards. It further notes that the "warming of the climate system is unequivocal" and foresees an increased frequency and severity of sudden-onset climate events such as floods, storms, cyclones and hurricanes, as well as slow-onset events such as sea level rise and desertification.⁵ This was also pointed out by the Internal Displacement Monitoring Center (IDMC) which stated that together with armed conflict, human rights violations and generalized violence, natural hazard-induced disasters are among the principal causes of forced displacement with disastrous impacts on the lives of the poorest and most vulnerable populations.⁶

16. Although the nexus between climate change and human population movements is not subject to controversy, the future scale of displacement due to the effects of climate change and the causal links between climate change and displacement remain challenging, but not insurmountably so. The First Assessment Report of IPCC estimated that by 2050, 150 million people could be displaced by climate change-induced phenomena, such as desertification, water scarcity, floods and storms⁷ whereas a more recent and frequently cited estimate is that 200 million will be forcibly displaced by the year 2050, losing their homes, land and property.⁸ There are also others who argue that there will be only a few

² The Nansen Initiative, launched by Norway and Switzerland In October 2012, is a state-led, bottom-up consultative process aiming to build consensus among States on key principles and elements to protect people displaced across borders in the context of disasters caused by natural hazards, including climate change. For more information on this initiative see, <https://www.nanseninitiative.org/>; Walter Kalin, "From the Nansen Principles to the Nansen Initiative, (2012), 41 Forced Migration Review, pp.48-49.

³ See, OHCHR, Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the Relationship between Climate Change and Human Rights, U.N. Doc.A/HRC/10/61, Jan.15, 2009, para. 55.

⁴ Intergovernmental Panel on Climate Change, Climate Change 1990, The IPCC Impact Assessments, Report prepared for the IPCC by Working Group II (available at: https://www.ipcc.ch/ipccreports/far/wg_II/ipcc_far_wg_II_full_report.pdf

⁵ Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), Climate Change 2007: The Synthesis Report, pp.30-31, available at: https://www.ipcc.ch/publications_and_data/publications_ipcc_fourth_assessment_report_synthesis_report.htm

⁶ Internal Displacement Monitoring Center, Internal Displacement: Global Overview of Trends and Developments in 2010 (2011), p.96.

⁷ See note 4 above.

⁸ N, Myers, Environmental Refugees: An Emergent Security Issue, 13th Economic Forum, Prague, May 2005; N.Stern (ed), The Economics of Climate Change: The Stern Review, 2006, p.3; see also, K. Warner, Climate Change Induced Displacement: Adaptation Policy in the Context of the UNFCCC

cases of displacement that can be directly linked to the effects of climate change in light of the complex and multiple forms of human migration.⁹ While the estimates vary, it is now well-established that the effects of climate change lead to large-scale displacement, most of it within state borders, and more so in developing countries and vulnerable groups within such countries which may not have the capacity or resources to respond to such displacements in a timely manner.

17. In its Fifth Assessment Report, published in 2014, the IPPC underlined that displacement and migration are subject to various complex social, political, cultural, economic and environmental factors and that due to the presence of the multitude nature of interacting climatic and non-climatic drivers, it is difficult to demonstrate and assess the exact causal chains and links between migration and climate change with a specific degree of confidence. The report, however, points out that migration is an emergent risk with a potential to become a key risk.¹⁰ It is also pointed out that climate change potentially affects migration flows through intensification of natural disasters, increased warming and drought, sea-level rise, which makes coastal areas and some island states increasingly uninhabitable and competition over natural resources leading to conflict and displacement.¹¹ The report further notes that it is projected with medium evidence but with high agreement that climate change over the 21st century increases displacement of people and that the risk of displacement increases “when populations that lack the resources for planned migration experience higher exposure to extreme weather events, in both rural and urban areas, particularly in developing countries with low income.”¹² Thus, one concludes that there is sufficient evidence that climate change exacerbates both sudden and slow onset natural disasters leading to internal and external displacement of persons who do not have the capacity or are vulnerable to such situations and events.

18. Climate change-induced displacement may take place as a result of, or triggered by a number of different changes in the physical climate or environment. In 2008, the former Representative of the Secretary General on internally displaced persons (IDPs) identified four main climate change disaster types as well as the associated potential displacement scenarios which was subsequently adopted by the UN Inter-Agency Standing Committee Working Group on Migration/Displacement and Climate Change. The scenarios include:

Climate Negotiations, May 2011, p.2, available at: <http://www.iom.int/cms/climateandmigration#>; see also, O. Brown, The Numbers Game, in: Forced Migration Review, Issue 31, October 2008, pp. 8-9.

⁹ J. Morrissey, Environmental Change and Forced Migration: A State of the Art Review, Background Paper for the Workshop Environmental Change and Migration: Assessing the Evidence and Developing Norms for Response: Refugee Studies Centre, Oxford, (January 2009), pp. 8-9, available at: <https://www.rsc.ox.ac.uk/files/publications/other/dp-environmental-change-forced-migration-2009.pdf>

¹⁰ See Oppenheimer, M.M. Campos and R. Warren et.al 2014. Emergent Risks and Key Vulnerabilities, in IPPC, 2014, Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability, Contribution by Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. World Meteorological Organization, Switzerland, para. 19.4.2.1, available at: http://ipcc-wg2.gov/AR5/images/uploads/WGIIAR5-Chap19_FINAL.pdf

¹¹ See Hewitson, B. and Janetos, A.C et.al, 2014: Regional context, in Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Part B: Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, World Meteorological Organization, Switzerland, para. 21.4.2, available at: http://ipcc-wg2.gov/AR5/images/uploads/WGIIAR5-Chap21_FINAL.pdf

¹² See, Field, C.B, and V.R. Barros et al 2014. Summary for Policy Makers, in IPPC, 2014, Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability, Contribution by Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. World Meteorological Organization, Switzerland, para.20, available at: <http://ipcc-wg2.gov/AR5/report/full-report/>

- Hydro-meteorological disasters, are projected to further increase in future and to lead to new and larger situations of displacement. They often go hand in hand with destruction of property;
- General environmental degradation and slow onset disasters. The deterioration of living conditions and economic opportunities in affected areas, may initially incite voluntary population movements which could later transform into forced displacement and become permanent, as areas become less hospitable due to desertification or rising sea levels;
- Sinking Small Island States, will prompt internal relocation and migration abroad, including forced and permanent displacement; and
- Climate change-induced armed conflict and violence triggered by a decrease in vital resources, attributable to climate change.¹³

19. Notwithstanding the eventual numbers of those displaced and that it is difficult to establish the direct causal relationship between climate change, environmental events and displacement due to multiple factors that may be involved, it is clear that without appropriate, well-targeted and adequately funded action, millions upon millions of people – all of whom are rights-holders - run the risk of becoming both homeless and landless, and in the process suffering losses of rights, livelihoods and the ordinary attributes of a full and dignified life.¹⁴ It is also to be underlined that the majority of the resulting climate-induced displacement will be internal rather than cross-border and can be of a temporary or permanent nature.

2. Climate change and human rights

20. A human-rights based approach to climate change began to be a subject of discourse within the international human rights mechanism quite recently. In 2008, the Human Rights Council requested the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) to undertake a detailed analytical study on the relationship between climate change and human rights.¹⁵ In its report published in January 2009, the OHCHR examined the direct and indirect effects of climate change on the enjoyment of human rights detailing at some length how climate change negatively impacts (or is already negatively impacting) a broad array of specific human rights.¹⁶ These include the right to life, the right to adequate food, the right to water, the right to the enjoyment of highest attainable standard of physical and mental health, the right to adequate housing and the right to self-determination.¹⁷ It further highlights the impact of climate change on the rights of certain vulnerable groups due to

¹³ See, The Representative of the Secretary-General (RSG) on the Human Rights of Internally Displaced Persons, W. Kälin, United Nations Inter-Agency Standing Committee Group on Climate Change, Background Paper, Displacement Caused by the Effects of Climate Change: Who will be affected and what are the gaps in the normative frameworks for their protection?, 10 October 2008, p. 2. Inter-Agency Standing Committee (IASC), 'Climate Change, Migration and Displacement: Who will be affected?' Working Paper submitted by the informal group on Migration/Displacement and Climate Change of the IASC, 31 October, 2008, pp2-3, available at: <http://www.humanitarianinfo.org/iasc/pageloader.aspx?page=content-news-newsdetails&newsid=126>.

¹⁴ See, for instance, Displacement Solutions, The Rights of Climate Displaced Persons: A Quick Guide (2015) which outlines the human rights aspects of the question of climate displacement.

¹⁵ A/HRC/7/23.

¹⁶ Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the Relationship between Climate Change and Human Rights, A/HRC/10/61, 15 January 2009.

¹⁷ Ibid, paras 20-41.

such factors as geography, poverty, gender, age, indigenous or minority status as well as disability.¹⁸

21. More importantly, the report specifically mentions that persons internally displaced by climate change are entitled to the full range of human rights guarantees which includes their protection against arbitrary or forced displacement and their rights to restitution of housing and property (para.57) because of the manifold material, social, and psychological conditions they face as a result of displacement.¹⁹ It also underlines that States are obliged under international human rights law including those related to the progressive realization of economic, social and cultural rights to take appropriate steps/measures at the national and international level to protect and assist persons displaced by climate related disasters. The report notes the importance of international cooperation to address the human rights implications of climate change by stating ‘climate change can be effectively addressed through cooperation of all members of the international community’ and ‘international cooperation is important because the effects and risks of climate change are significantly higher in low-income countries’.²⁰

22. Other studies as well as reports by the different special procedures of the Human Rights Council have also further elaborated on the various aspects of human rights affected by climate change and its impacts on specific vulnerable groups.²¹ It is important to note that the OHCHR report and other studies have focussed more on the implications of climate change on the full enjoyment of human rights of those displaced by climate-related events rather than the protection of their human rights, which is essential to effectively address the related multifaceted challenges (consider including this here or later in the recommendations part).

23. The discussions above show that currently the prime responsibility to protect and assist climate-induced internally displaced persons rests with States which are obliged to ensure the enjoyment of human rights of their citizens which are subject to their jurisdiction. As Kälén aptly notes ‘states hosting displaced people, as primary duty bearers, are bound by human rights law to respect (...) as well as to actively protect such rights and to take positive measures (...) to enable displaced people to fully enjoy their rights’.²²

3. Overview of existing protection regimes for climate-induced displacement

24. Although there is no binding treaty²³ aimed at protecting and assisting those that are internally or externally displaced by climate change, there are a number of existing normative instruments that are also applicable to those displaced as a result of climate change. This part will provide an overview of some of the main normative frameworks that have been developed for the protection and assistance of internally displaced persons.

¹⁸ Ibid, paras 42-54.

¹⁹ Ibid, para 57.

²⁰ Ibid, para 84.

²¹ See, International Council on Human Rights Policy, *Climate Change and Human Rights: A Rough Guide*, 2008, available at:

http://www.ohchr.org/Documents/Issues/ClimateChange/Submissions/136_report.pdf; The World Bank, *Human Rights and Climate Change, A Review of International Legal Dimensions*, Washington D.C. 2011; see also, A/HRC/SF/2010/2, paras, 11, 14, 18-20.

²² W. Kälén, *Conceptualizing Climate-Induced Displacement*, in J. McAdam (ed): *Climate Change and Displacement, Multidisciplinary Perspectives*, p.83.

²³ Elizabeth Ferris, ‘Internally Displaced Persons: A Neglected Issue on the International Agenda’ (2008) 4 *New Routes*, p.13. Note, however, that the Peninsula Principles on Climate Displacement Within States, which will be discussed subsequently, specifically focus on establishing a set of principles for the protection and assistance of persons internally displaced by climate change.

(i) Guiding Principles on Internal Displacement

25. In 1992, the UN Secretary-General appointed Mr. Francis Deng as his first Representative on the Human Rights of Internally Displaced Persons upon the request of the Commission on Human Rights. The Commission requested the RSG to elaborate a framework for the assistance and protection of internally displaced persons. Accordingly, after a series of consultative processes within the UN and other relevant intergovernmental and non-governmental actors, the Guiding Principles on Internal Displacement²⁴ were presented to the Commission in 1998 establishing a new set of international standards for the protection of internally displaced persons forcibly displaced within their own countries.

26. The Guiding Principles is a non-binding instrument but the provisions incorporated in the instrument are mainly consistent with and a restatement of existing international human rights and humanitarian law and have garnered wide support by UN bodies, States, international organization as well as NGOs and non-state actors. The Guiding Principles have also gained unanimous recognition by governments at the World Summit in 2005 which stated that it is “an important international framework for the protection of internally displaced persons”.²⁵

27. The Guiding Principles defines internally displaced persons as “persons or groups of persons who have been forced or obliged to flee their homes or places of habitual residence, in particular as a result or in order to avoid the effects of armed conflict, situations of generalized violence, violations of human rights or natural or human-made disasters and who have not crossed an internationally recognised State border”.²⁶

28. As can be seen from the above definition, the Guiding Principles explicitly include “natural or human-made disasters as drivers of forced displacement. It is generally agreed that the inclusion of such phrase is also applicable to climate-induced displacement. Kälén notes that “the notion of IDP is broad and sufficiently flexible to cover people evacuated or fleeing from their homes to escape dangers of a sudden-onset disaster, or who are forced to leave in the disaster’s aftermath because of the degree of destruction” and further states that “...its application does not require a preliminary determination as to whether a specific disaster is linked to climate change”.²⁷ In other words, the Guiding Principles recognizes that those displaced by climate change are part of the category of IDP and thus provides a protection mechanism for them.

29. One should note that the provisions incorporated in the Guiding Principles, were principally geared to address the protection and assistance needs of those displaced by conflict which was a significant problem and on the rise in the early 1990s. As such, the application of the Guiding Principles to situation of natural disaster and climate-induced displacement has been a subject of discourse quite recently.

30. There are several regional agreements that have been adopted in line with the protection framework incorporated in the Guiding Principles including the Kampala Convention for the Protection and Assistance of Internally Displaced Persons in Africa and the 2006 Great Lakes Protocol on the Protection and Assistance to Internally Displaced Persons.²⁸ In particular, Article 5, paragraph 4 of the Kampala Convention provides that

²⁴ UN Commission on Human Rights, ‘Report of the Representative of the Secretary-General, Mr. Francis M Deng, submitted pursuant to Commission resolution 1997/39-Addendum: Guiding Principles on Internal Displacement, E/CN.4/1998/53/Add.2, 11 February 1998.

²⁵ UNGA Res. A/60/L.1, para.132.

²⁶ See Note 23 above, Introduction: Scope and Purpose, para.2.

²⁷ W. Kälén, note 21 above, p. 87.

²⁸ See, African Union, African Union Convention for the Protection and Assistance of Internally Displaced Persons in Africa (Kampala Convention) 2009, available at:

“States Parties shall take measures to protect and assist persons who have been internally displaced due to natural or man-made disasters, including climate change”.

31. In general, the Guiding Principles are considered to provide an important framework by way of providing the necessary protection mechanism for those displaced by climate-change. As national governments have the primary responsibility to implement the Guiding Principles what remains a challenge is their effective implementation at the national and local level. Apart from this, many authors have also noted that there is a gap in the Guiding Principles regarding the protection of people displaced by slow-onset disasters because of the blurred distinction between voluntary and forced displacement since the Guiding Principles only applies to the latter. Moreover, some point out that the Guiding Principles may not meet all the protection needs faced by climate displaced persons, that they are too general in nature to provide for sufficient durable solutions for climate displaced persons, and that therefore a more robust normative framework that comprehensively address such questions may need to be developed.

(ii) Peninsula Principles on Climate Displacement Within States

32. The Peninsula Principles on Climate Displacement Within States were approved by a group of legal scholars, judges, UN officials and climate change displacement experts on 18 August 2013 with a view to providing a much needed statement of principles aiming to protect the human rights of climate displaced persons, households and communities and to address the issue in a preventive and planned manner. The Peninsula Principles are based on existing human rights law and build on the UN Guiding Principles on Internal Displacement²⁹ and are tailored to meet the specific needs of internally displaced persons as a result of climate change.

33. As UN Climate envoy Mark Robinson has noted, 'States facing climate-related displacement within their borders require significant financial support and technical expertise to develop solutions that provide for the rights of those affected. The Peninsula Principles provide a normative framework, based on human rights, to address the rights of internally displaced people. For people forced to leave their homeland and flee across a border, there is no protection assured under existing international law. This requires urgent attention.'³⁰

34. The Principles define 'climate displaced persons' as those individuals, households or communities who are facing or experiencing climate displacement, while the latter is defined as 'the movement of people within a State due to the effects of climate change, including sudden and slow-onset environmental events and processes, occurring either alone or in combination with other factors'. It consists of seven main parts which includes the preamble, an introduction outlining the scope and key definitions; the general obligation for states and the international community, followed by sets of principles on preparation and planning; post-displacement and return and finally implementation of the principles.

35. In regard to prevention and adaptation, the Principles underline that States should comply with their international obligations to avoid conditions that might lead to their displacement and to provide adaptation assistance so that communities can stay in their current homes as long as possible. It further provides that States should incorporate

<http://www.au.int/en/treaties/african-union-convention-protection-and-assistance-internally-displaced-persons-africa> International Refugee Rights Initiative, The Great Lakes Pact and the Rights of Displaced People: A Guide for Civil Society 2008, available at: <http://www.refugee-rights.org/Publications/2008/GLReport.Sep2008.pdf>.

²⁹ For the full text of the Peninsula Principles, see: <http://displacementsolutions.org/ds-initiatives/the-peninsula-principles>.

³⁰ <http://roadtoparis.info/2015/07/29/qa-with-mary-robinson-what-is-climate-justice/>.

displacement prevention, assistance and protection into their national laws and policies with a particular focus on prevention. The principles are based on the consideration that communities should play a lead role in determining their future needs with regard to the threat of climate displacement. To this effect, it provides that no relocation should take place without the full and informed consent of the communities and that States should ensure that climate displaced persons actively participate in relevant decisions and implementation of adaptation, relocation and protection programs with due attention to the participation of women, children, the elderly, persons with disabilities, minorities and other marginalized groups. With respect to relocation programs, it stipulates that States should ensure that communities enjoy the full spectrum of rights in their new places. In regard to implementation, it provides that the primary obligation rests with national governments for the protection of its citizens displaced by climate related events within its own territory.³¹

4. Conclusions and recommendations for a potential follow-up study

36. The normative frameworks developed to date such as the Guiding Principles on Internal Displacement and the Peninsula Principles on Climate Displacement within States provide a solid foundation for the protection of the specific needs of those internally displaced by climate change in line with a human-rights based approach and are consistent with international human rights standards and humanitarian law.

37. The issue of climate change has been on the agenda of the Human Rights Council since 2008, and although climate displacement is one of the most pressing issues in terms of the impact it has on the full enjoyment of human rights, this emerging issue has not been adequately addressed. So far the Human Rights Council has focused on the implications of climate change on the full enjoyment of human rights rather than focussing more on the promotion and protection of human rights in climate displacement settings, which is essential to effectively address the related multifaceted challenges.

38. As has been discussed in this reflection paper, the human rights implications of climate displacement are manifold. Climate displacement touches, for instance, upon housing, land and property rights and the livelihood of people. The human rights concerns climate displacement raises cut across all sets of rights and fall within the ambit of a number of human rights mechanisms, such as the mandates of the Special Rapporteur on human rights and the environment, the Special Rapporteur on internally displaced persons and the Special Rapporteur on the right to adequate housing. None of these mandates has so far addressed the issue in a manner beyond their respective mandates.

39. In 2008, the United Nations Deputy High Commissioner for Human Rights stated in her address at the Conference on Climate Change and Migration that *regrettably-and [...] perilously, human rights have remained a peripheral concern in negotiations, discussions and research related to global warming. While the environmental, technical, economic, and more recently, developmental aspects of climate change have been explored, much less has been heard about its human rights dimension.*³¹ This sadly holds true even today and there is an urgent need to ensure, through applied research and expertise that the Advisory Committee is able to provide, in order to fill some of the potential protection gap with a view to ensure that a human rights-based approach is well developed and robust when addressing climate displacement.

40. Climate displaced persons face a number of practical, legal and normative gaps, notably when it comes to the definition of forced displacement, which may be invoked by such IDPs as opposed to voluntary migration, and the question of return, since their displacement may be permanent in nature. These difficult legal questions require an in-

³¹ See, Scott Leckie and Chris Huggins (eds), *Repairing Domestic Climate Displacement: The Peninsula Principles*, Routledge, 2015.

depth research-based analysis. Among the existing human rights mechanisms, the Advisory Committee as the Council's think tank is best placed to carry out such a research-based study and to examine best practices at the international, regional and, more particularly, at the national level.

41. Views seem to converge towards the need for land-based solutions in light of climate displacement.³² In this regard, there is a pressing need to develop the national and international normative, institutional and implementation frameworks.

42. In light of the above considerations, it is thus proposed:

- That the Advisory Committee undertake to prepare guidelines ('soft guidelines') on climate displacement and human rights, based on existing frameworks such as the Guiding Principles on IDPs and the Peninsula Principles on Climate Displacement within States, which are grounded in the existing international framework
 - Alternatively, that the Advisory Committee could prepare a report on the question of a human rights-based planned relocation to cases of looming climate displacement.
-

³² See, for instance, Scott Leckie (ed) *Land Solutions for Climate Displacement*, Routledge, 2014.